



# UNICE

Union of Industrial and Employers' Confederations of Europe  
Union des Confédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe

Le 12 novembre 1998

## AVIS D'AUTOMNE DE L'UNICE

### SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN EUROPE

#### **I. ANALYSE CONJONCTURELLE :**

- ***Le pessimisme des enquêtes industrielles d'opinion se généralise en Europe :*** la baisse des indicateurs sur la confiance dans la situation économique se généralise au niveau européen. Les industriels européens se montrent plus pessimistes que l'été dernier et renvoient à la baisse leur appréciation de la situation économique. Ce sentiment a été exacerbé par l'appréciation récente des devises européennes par rapport au dollar, ou influencé par des perceptions d'un changement d'orientation des politiques économiques moins favorables aux entreprises.
- ***Un environnement international qui demeure problématique :*** la crise russe a exacerbé une crise financière amorcée par la crise asiatique, et a entraîné par la même une chute importante des bourses occidentales. Les effets d'une crise émanant des pays émergents soulèvent d'importantes questions et préoccupations pour l'économie mondiale : quelle sera l'ampleur du ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis l'année prochaine? Comment le Japon va-t'il trouver le moyen de s'affranchir d'une récession s'amplifiant et se généralisant dans le pays alors même que les indicateurs de confiance sont au plus bas malgré le plan de sauvetage annoncé? Comment l'Europe, à la veille de la dernière étape de l'UEM gèrera cette crise? Comment améliorer les systèmes d'information sur les banques et les intermédiaires financiers, notamment dans les pays émergents?

La situation actuelle entraîne en effet des risques de fragilisation des entreprises et des institutions financières. Par ailleurs, le commerce mondial ralentit, entraînant une dégradation des exportations des pays industrialisés: la crise asiatique a en effet entraîné une contraction du commerce mondial, les recettes d'exportations des pays ayant baissé et surtout leur capacité d'importation ayant chuté. Cette crise alimente également des comportements plus prudents des différents agents, rend le recours au crédit plus difficile et rend plus incertaines les perspectives de reprise économique l'année prochaine.

Il ne faudrait cependant pas pour autant privilégier un scénario noir pour le proche avenir : des signes de stabilisation en Asie apparaissent, le Brésil ou la Chine maintiennent leurs objectifs de change, la demande interne en Europe reste soutenue, et les Etats-Unis bénéficient d'une détente des taux d'intérêts accompagnant une croissance plus forte que prévue.

- ***Une croissance européenne encore soutenue mais faiblissante*** : l'impact de la crise sur les pays européens se chiffre au total à une baisse de plusieurs dixièmes de points de pourcentage par rapport de croissance prévue de la zone en 1998. Déjà, par rapport au premier semestre, un certain ralentissement est perceptible en cette fin d'année. La Commission Européenne, dans ses prévisions d'automne, a aussi revu à la baisse les prévisions de croissance pour l'Union Européenne à 2,9% en 1998 et 2,4% en 1999. La forte croissance de la demande intérieure et la relative importance du commerce intra-européen permettent donc d'espérer une croissance du PIB, certes amoindrie mais soutenue, face aux différents risques que l'on perçoit dans le monde. La situation conjoncturelle européenne, dans un contexte plus défavorable, reste en fait portée par de bons fondamentaux.

De manière plus précise, les pays européens ne sont cependant pas tous logés à la même enseigne. En effet, la croissance attendue cette année devrait s'échelonner entre moins de 2% (Italie) et plus de 5% (Irlande et Finlande).

- ***Pas de risque inflationniste global en Europe*** : le maintien de prix bas de matières premières associé au ralentissement de l'activité économique réduit tout risque de reprise inflationniste en Europe. Le niveau de l'inflation harmonisé européen reste en effet en dessous de la limite de 2%. Cette absence de pression inflationniste éloigne le risque d'un resserrement monétaire par la nouvelle Banque Centrale européenne. Conjuguée à un mouvement de «flight to quality» vers l'obligataire public en Europe, elle fait converger les taux longs à des niveaux très bas. On peut penser que tant que perdurera la période d'incertitude sur les marchés, la courbe des taux restera pratiquement horizontale entre le court terme et le long terme.
- ***La zone « Euro-11 » semble préservée d'une instabilité monétaire***, signe précurseur de la faisabilité et de la confiance en l'Euro. Il faut se réjouir de cette situation : la pratique montre que la perspective de l'UEM est un élément favorable. Les pays européens de la zone euro bénéficient donc déjà des avantages en terme de stabilité monétaire apportés par l'union économique et monétaire. Par contraste, les pays ne faisant pas partie de la future zone euro n'ont pas bénéficié de cette même appréciation par les marchés.
- ***Un relâchement de la consolidation budgétaire*** : il faut ajouter ici, qu'après deux années consécutives de réduction des déficits publics, la période de consolidation budgétaire s'est ralentie en 1998. De plus, selon Eurostat, le montant des prélèvements obligatoires dans l'Union européenne se situent au niveau le plus élevé des pays développés (42,6% du PIB en 1997, inchangé par rapport à 1996), le taux de la zone euro étant quant à lui encore plus élevé (43,2% du PIB en 1997 en augmentation de 0,4 points par rapport à 1996). Ce problème est sérieux : l'Europe n'a pas accru ses marges de manœuvre avec la meilleure conjoncture que nous venons de connaître. Elle ne semble pas prendre les mesures nécessaires au maintien de la croissance et de l'emploi dans un environnement moins tonique, plus instable et plus concurrentiel.

## **II. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES ECONOMIQUES :**

- **L'engagement de l'Europe dans l'euro doit se concrétiser par une véritable politique de moyen terme de réduction des déficits publics.** Etant donné que la plupart des Etats membres ont alourdi la fiscalité globale afin de ramener les niveaux de

déficits publics aux 3% définis par Maastricht, la priorité des prochaines années doit être clairement de réduire les prélèvements, d'autant que les lourdes incertitudes internationales interdisent de gager les objectifs budgétaires et sociaux sur des recettes fiscales pour le moins aléatoires.

- **De meilleurs mécanismes d'ajustement de marché du travail**, avec comme objectif final une véritable diminution du chômage en Europe, sont d'autant plus nécessaires dans une période de ralentissement de la croissance.
- **Le modèle d'économie de marché et les efforts menés afin de satisfaire aux critères de convergence ne doivent pas être relâchés sous prétexte d'un ralentissement de l'économie.** Il convient également de poursuivre les réformes financières et bancaires nécessaires au bon fonctionnement du système financier international.
- **La dimension internationale de l'euro requiert et permet une meilleure coopération** politique et institutionnelle à la fois au niveau global (G7, FMI) et au niveau européen (Conseil Ecofin, Banque Centrale).

### *Un « bouclier » fragile*

La stabilité des devises de la zone "euro-11" que certains ont qualifiée de 'bouclier' ne doit pas faire oublier que la confiance qu'inspire aujourd'hui le projet européen a été bâtie sur plusieurs années de convergence économique et de rigueur macro-économique. Relâcher les efforts et vouloir relancer la demande par des politiques budgétaires plus expansives sous prétexte d'une menace déflationniste serait le meilleur moyen de mettre en péril l'UEM et d'accentuer à moyen terme les tensions inflationnistes. Les Etats membres ont, cette année, profité de la croissance européenne mais sans doute pas pour réduire suffisamment leur déficit. Ceci réduit d'autant plus leur marge de manœuvre budgétaire en cas de choc important et complique la mise en œuvre d'une politique monétaire plus adaptée à la croissance économique et à la compétitivité.

En outre, le fait que les problèmes des pays émergents conduisent à des effets asymétriques (par exemple, effet de la Russie sur l'Allemagne ou effet de l'Amérique latine sur l'Espagne) doit conduire à s'interroger sur le niveau de coopération budgétaire au sein du Conseil ECOFIN et sur les pratiques à adopter en matière de policy-mix entre les instances budgétaires et monétaires. Malheureusement, à ce stade du cycle, si un ralentissement se confirme l'année prochaine, il apparaît que les efforts de vigilance budgétaire sont déjà insuffisants.

### *Nécessité de maintenir la compétitivité des entreprises en Europe*

La coexistence en Europe de deux groupes d'Etats membres évoluant à des rythmes différents de croissance, et confrontés prochainement à une politique monétaire commune susceptible d'être trop souple ou restrictive à leur égard, est pour le moment facilitée par les effets du ralentissement économique mondial, par les difficultés des pays émergents et par la baisse des prix des produits importés. La convergence des taux d'intérêts à moins de deux mois de l'unification monétaire va donc se réaliser.

Cette convergence sera d'autant plus facile à atteindre que la conduite de la politique budgétaire sera menée dans les limites actuelles du Pacte de Stabilité. Elle devrait également favoriser un meilleur équilibre entre les objectifs de stabilité interne et externe de

la monnaie afin que la compétitivité européenne soit préservée. En effet, plusieurs éléments, notamment l'excédent courant et la diversification future des portefeuilles vers l'euro, pourraient se conjuguer pour faire de l'euro une monnaie potentiellement forte.

### ***Emploi : une flexibilité encore timorée***

La croissance européenne a permis une réduction du taux de chômage de 10,7% à environ 10% dans l'Europe des 15 par rapport à 1997. Cette baisse moyenne ne doit pas cacher que certains pays, comme l'Allemagne ou l'Italie, ont vu leur taux de chômage stagner ou réduire très faiblement, tandis que d'autres, comme l'Irlande, la Finlande, les Pays-Bas ou le Danemark, continuent de bénéficier d'une augmentation de leur taux d'emploi avec des taux de chômage qui ont baissé en moyenne de 5 points en 5 ans. Ces pays ont tous, par des mesures spécifiques à leurs contraintes nationales combiné des politiques de modération salariale, de déréglementation de marché du travail ou encore d'incitations fortes à l'investissement ou à la création d'entreprises. L'amélioration de l'emploi en Europe dépend avant tout d'un marché du travail plus efficace et d'un environnement encourageant l'entrepreneuriat.

### ***La tentation d'un retour à une économie plus administrée est dangereuse***

Le soutien au processus d'ouverture de l'économie mondiale et au développement des échanges est nécessaire, la tentation étant grande pour certains de vouloir le retour à une économie plus administrée dont les mouvements de capitaux seraient contrôlés. Le développement et la prospérité de l'économie passent par une meilleure allocation des ressources en capitaux et biens, basée sur des considérations économiques et non pas protectionnistes. La crise actuelle nous a montré que l'Europe bénéficiait à ce titre d'un a priori positif qu'il faudrait concrétiser davantage et renforcer.

### ***La nouvelle dimension internationale de l'euro requiert une meilleure coopération politique et institutionnelle***

La coopération européenne doit également se renforcer dans les relations entre la Banque centrale et le Conseil ECOFIN, dans le respect mutuel de leurs prérogatives. Cette prise de conscience institutionnelle doit permettre qu'un équilibre soit trouvé notamment entre les objectifs de stabilité interne et externe de la monnaie. Cet équilibre doit être guidé évidemment par la relation bilatérale euro-dollar, mais également par les relations entre l'euro et les devises européennes hors zone.

La nouvelle dimension extérieure de l'euro devra également encourager les Etats participants à coordonner leurs actions au sein des instances internationales afin, entre autres, de mieux se préserver de futures crises financières. Si le Fonds Monétaire International n'a pas su ou pu réagir à temps face à la crise russe et asiatique, il n'en est pas moins vrai que la responsabilité européenne est également engagée dans ce constat d'échec. Le passage à des attitudes d'alerte, de correction des déséquilibres avant éclatement des crises doit être encouragé.

### ***Un système international bancaire et financier solide, condition nécessaire à la stabilité économique mondiale***

La libéralisation des mouvement de capitaux nécessite des règles de fonctionnement plus transparentes au niveau international. Cependant, des mesures menant à contrôler les flux de capitaux par l'instauration de taxes ou d'entraves à leur mobilité ne sont pas souhaitables. Elles s'avèrent incapables de corriger l'origine du problème et sont une entrave aux échanges. Elles contribuent de plus à perturber l'accès au financement des pays ayant instauré ces mesures.

Il convient d'étudier certaines mesures comme la publication de statistiques et règles comptables plus transparentes et fiables dans les pays émergents, ou le renforcement des contrôles pruden­tiels bancaires et financiers. Par ailleurs, il est souhaitable d'étendre les prérogatives et moyens des institutions de Bretton-Woods sans pour autant renforcer un risque d'aléa moral, évidemment préjudiciable à la stabilité financière. Au niveau européen, il conviendrait de développer la coordination au niveau prudentiel (notamment avec le Comité de Bâle) et de s'interroger sur l'évolution souhaitable du schéma actuel de surveillance bancaire en Europe.

\* \* \*